



## Révélation sur le système Guérini

Jean-Noël Guérini,  
président du conseil général  
des Bouches-du-Rhône.

Rama Yade: jusqu'où ira-t-elle ?

# L'affaire qui fait trembler

**Le boss.** Jean-Noël Guérini, 58 ans, le puissant président du conseil général des Bouches-du-Rhône et maître du PS marseillais.



**ÉLUS, PATRONS OU FONCTIONNAIRES, TOUS FONT JURER DE TAIRE LEUR NOM, D'ÉVITER TOUT SIGNE DISTINCTIF QUI LES COMPROMETTRAIT.**

## Révélation. A Marseille, un juge enquête sur des marchés douteux.

PAR HERVÉ GATTEGNO  
ENVOYÉ SPÉCIAL À MARSEILLE

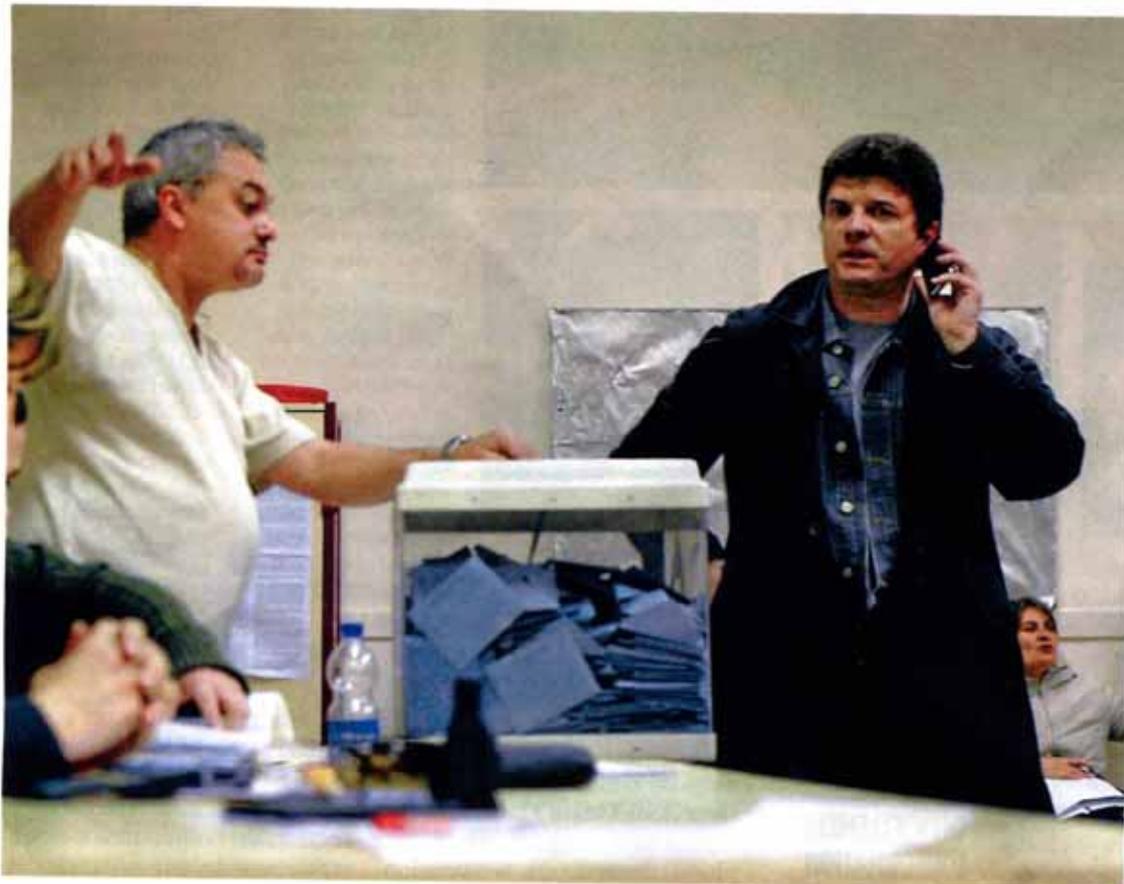
**A**u bout du fil, la voix est apeurée, presque paniquée : « Je veux bien vous voir, mais pas à mon bureau. Dans un café ? Jamais de la vie ! On va nous voir. Ils l'apprendront dans l'heure qui suit. Mieux vaut sortir de la ville. Retrouvez-moi chez un ami, ce sera plus tranquille :

*je vous donne l'adresse... »* Comme ce chef d'entreprise, ceux qui savent les détails de l'affaire dont toute la ville parle ne veulent se confier qu'à l'abri des regards. Elus, patrons ou fonctionnaires, tous font jurer de taire leur nom, d'éviter tout signe distinctif qui les compromettrait. Ici, depuis que la justice menace d'ébranler ce qu'ils appellent « le système », le silence

n'est plus d'or mais de plomb. Tant pis pour la légendaire faconde méridionale : si on « tchatche », c'est en rasant les murs.

Ce qu'ils chuchotent ? De sombres histoires d'appels d'offres truqués, de signatures extorquées, de politiques achetés et de procédures falsifiées. Le récit d'épisodes troubles qui pourraient éclabousser de hautes personnalités. Exagération marseillaise, cette version provençale de « Main basse sur la ville » ? Peut-être pas. Rassuré sur son anonymat, loin des oreilles indiscretes, le même chef d'entreprise raconte :

# le système Guérini



**Le businessman.**  
Alexandre Guérini  
(au téléphone),  
52 ans, frère de Jean-  
Noël, propriétaire de  
plusieurs déchetteries  
dans le département.

« J'ai été convoqué dans un bureau avant l'appel d'offres auquel je concourais. On m'a expliqué que le marché serait divisé en lots et comment les lots seraient répartis entre les quatre candidats. Je n'avais guère le choix : j'ai dû accepter des contreparties. Embaucher des employés qu'on m'a recommandés, promettre de contribuer à des campagnes électorales à venir...

– Rien de plus ?

– ... (Il baisse les yeux)

– Qui est ce "on" qui vous aurait convoqué ?

– L'un de ceux dont tout le monde

– Alors, pourquoi ne pas dire son nom ?

– Je ne suis pas un délateur. Et on va m'accuser de complicité. Mais qu'on me dise comment j'aurais dû faire !

– Vous auriez pu alerter la justice sur-le-champ...

– Si je suis appelé à témoigner, je parlerai. Enfin, je crois... »

D'autres témoins privilégiés l'assurent : qu'une brèche s'ouvre et les révélations vont pleuvoir. Signe avant-coureur de l'orage attendu : alors qu'un imbroglio dans le choix d'une société d'enlèvement des ordures répandait des

effluves nauséabonds sur la ville, un reportage de la chaîne locale de France 3 au ton inhabituellement corrosif annonçait, la semaine dernière, l'ouverture d'une enquête judiciaire sur les marchés publics de la communauté urbaine. Le commentaire mettait en avant l'implication de Jean-Noël Guérini, le puissant président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, et le rôle joué en coulisse par son frère, Alexandre, homme d'affaires prospère et patron de plusieurs déchetteries dans le département. ■■■

**CE QUI SE  
CHUCHOTE ?  
DE SOMBRES  
HISTOIRES D'AP-  
PELS D'OFFRES  
TRUQUÉS,  
DE SIGNATURES  
EXTORQUÉES,  
DE POLITIQUES  
ACHETÉS ET  
DE PROCÉDURES  
FALSIFIÉES.**



## Le fabuleux trésor des poubelles marseillaises

Les poubelles de l'agglomération marseillaise cachent un véritable trésor. Selon un audit indépendant publié en 2009, la collecte et le traitement des **683 494 tonnes de déchets** produits par les habitants (à Marseille et dans les 17 communes environnantes), auxquelles s'ajoutent les **22 000 tonnes de boues** sorties chaque année de la station d'épuration, coûtent environ **166 millions d'euros**, soit 170 euros par an et par personne. Sur ce budget, **76 millions d'euros ont été versés à des sociétés privées** en contrepartie du ramassage des ordures et de la gestion de déchetteries. A Marseille, la collecte relève du secteur privé dans 5 arrondissements sur

16, ce qui représente 35 % du volume total des déchets de la ville. La communauté urbaine, présidée par Eugène Caselli, voulait réorganiser cette répartition, mais le projet a été ajourné après l'**annulation du marché** du 1<sup>er</sup> arrondissement, attribué au groupe danois ISS pour 61,5 millions d'euros.

La **privatisation** partielle de l'enlèvement des ordures remonte à 1983, quand Gaston Defferre avait octroyé ce marché à des entreprises dans les quartiers Nord de la ville, pour y réduire l'influence de la CGT dans ce fief communiste.

Un **nouveau projet** est à présent à l'étude pour envisager de « remunicipaliser » l'ensemble de la collecte.



### Le juge

**Charles Duchaine**

Juge d'instruction financier au tribunal de Marseille.



### L'édile

**Eugène Caselli**

Président (PS) de la communauté urbaine de Marseille.



### Le détonateur

**Antoine Rouzaud**

Vice-président (PRG) de la communauté urbaine.

■ ■ ■ « *Insinuations malveillantes* », a répondu le baron socialiste marseillais. Mais il se retranche depuis dans son bureau, repousse toutes les sollicitations – y compris celles du *Point* – et limite ses apparitions publiques. Vendredi soir, il a écouté une remise de médailles du Travail au siège du département : plusieurs élus présents assurent l'avoir vu trembler en lisant son discours. Quelques instants plus tard, il assistait seul au match OM-PSG. La victoire de l'équipe marseillaise n'a pas suffi à le déridier.

Officiellement, l'information judiciaire qui inquiète le clan Guérini est ouverte contre X. Mais les qualifications retenues laissent clairement augurer la mise en cause de décideurs locaux : « *Atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, trafic d'influence et détournement de fonds publics* », a écrit le quotidien régional *La Provence*. S'y ajoutent les

**OFFICIELLEMENT, L'INFORMATION JUDICIAIRE QUI INQUIÈTE LE CLAN GUÉRINI EST OUVERTE CONTRE X. MAIS LES QUALIFICATIONS RETENUES LAISSENT CLAIREMENT AUGURER LA MISE EN CAUSE DE DÉCIDEURS LOCAUX.**

délits de « corruption », « prise illégale d'intérêt » et « blanchiment d'argent », plus lourds encore de suspensions. Quant à la cible des investigations en cours, elle ne fait plus de doute depuis la révélation (par *Lepoint.fr*) des perquisitions conduites le 19 novembre au domicile et dans les bureaux d'Alexandre Guérini lui-même. De nombreux documents comptables y ont été saisis ainsi qu'une Mercedes. Certains éléments pourraient révéler des abus de biens sociaux au préjudice de ses sociétés : SMA Vautubière, SMA Energie, SMA Environnement, SMA Développement.

Entourées du plus grand secret depuis leur origine – un courrier anonyme adressé à la justice au début de l'année –, les recherches remontent en fait au mois de février. D'abord dans le cadre d'une enquête préliminaire ordonnée par le procureur de Marseille, Jacques Dallest. Rompu à la gestion

des affaires délicates, cet ancien chef du parquet d'Ajaccio, qui lança jadis les poursuites contre le préfet Bonnet, saisit les gendarmes de la section de recherches. Ceux-ci établissent des surveillances discrètes sur Alexandre Guérini et plusieurs de ses proches, examinent leurs comptes bancaires, scrutent leur train de vie.

Des écoutes téléphoniques sont mises en place : elles sont assez fructueuses pour justifier l'ouverture d'une information judiciaire, le 14 avril suivant. Le dossier, qui porte notamment sur des marchés de traitement des déchets et sur les agréments donnés à des maisons de retraite, est alors confié au juge d'instruction financier Charles Duchaine.

**Ecoutes téléphoniques.** Sous son autorité, les gendarmes continuent, des mois durant, d'espionner les appels téléphoniques de

leur groupe de suspects. Il leur suffit de tendre l'oreille et de noter. Des lieux de rendez-vous, des noms, des chiffres. « *Un secret, écrivait Pagnol, ce n'est pas quelque chose qui ne se raconte pas. C'est une chose qu'on se raconte à voix basse, et séparément.* » A plus forte raison quand on ignore que la ligne est surveillée.

Ainsi les enquêteurs savaient-ils, le jour des perquisitions, qu'Alexandre Guérini se trouvait à ce moment-là au Brésil – quand nombre de ses amis le croyaient aux Etats-Unis. De même connaissaient-ils l'adresse d'un petit appartement HLM qu'il loue toujours dans le quartier des Catalans et dont ils ont aussi forcé la porte: le premier logement qu'occupèrent ses parents, à peine débarqués de Corse en 1956, et obtenu grâce à l'intervention d'un oncle conseiller général.

En un demi-siècle, les deux fils Guérini ont grandi. Chacun de son côté, mais toujours proches. Jean-Noël a pris la lumière; Alexandre est devenu son ombre. L'aîné a collectionné les mandats et les honneurs, le cadet s'est lancé dans les affaires. Dans leur tandem, il y a le madré et le rugueux, celui qui charme et celui qui impressionne.

Leurs trajectoires sont restées liées. Quand Jean-Noël présidait l'office HLM, Alexandre dirigeait une petite société d'entretien qui révisait la plomberie des immeubles. Et, quand le premier prit du poids au sein de la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône, le second entra au conseil fédéral et à la commission des adhésions; sa voix compte toujours dans le choix des investitures au moment des élections. « *Parfois, elle compte même double* », ricane un élu. Seule sa passion pour le turf semble toute personnelle: il a acquis au moins trois chevaux de course (Vent du Sud, Lord du Sud et Irish Heroes) et figuré parmi les meilleurs éleveurs français.

Reconverti dans le traite-

ment des ordures ménagères, Alexandre Guérini sait en tout cas lier la politique à l'intérêt de ses affaires. Durant les municipales de 2008, il lui est ainsi arrivé de délaissier son frère – dont il était pourtant le directeur de campagne à Marseille – pour assurer avec l'aide d'un groupe de militants la défaite du maire de La Fare-les-Oliviers, petit bourg des environs de Salon-de-Provence où il possède une décharge; l'édile en avait refusé l'agrandissement...

Quatre ans auparavant, un épisode moins visible s'était joué à La Ciotat, où il détient un autre dépôt d'ordures – au travers de la société SMA – dont il réclamait l'extension. Le conseil général des Bouches-du-Rhône a exercé son droit de préemption sur le terrain voisin au titre de « *la politique de protection des espaces naturels sensibles* » et de « *la préservation de la qualité des paysages* », selon une délibération du 22 novembre 2004 signée... Jean-Noël Guérini. Mais le département a ensuite cédé le terrain à la communauté de communes Aubagne-La Ciotat, qui a donné son feu vert à l'agrandissement de la décharge.

**Discrétion.** Les anciens propriétaires du terrain ont alors saisi la justice pour dénoncer cette manœuvre. « *La protection des espaces verts n'a été qu'un vil prétexte pour justifier la préemption, dont l'objet a été détourné au profit de l'extension de la décharge publique* », écrivait au tribunal leur avocat. Avec cette allusion explicite: « *La personnalité du fondateur de SMA et sa détention du capital attirent l'attention* »... Six ans après, la procédure est toujours en cours.

De cela comme du reste Alexandre Guérini ne veut pas parler. Discret jusqu'à l'obsession, lui qui a toujours pris soin d'éviter les photographes – même les soirs d'élection – et qui ne laisse pas même entendre sa voix sur son répertoire ■■■

### Un autre scandale vise le PS

Ouverte en 2007, l'enquête du juge Franck Landou sur les subventions détournées au conseil régional de Paca menace elle aussi les socialistes marseillais. Plusieurs millions d'euros ont été affectés à des associations fictives dans les quartiers Nord de la ville, fief électoral de la députée Sylvie Andrieux, vice-présidente de la région. Celle-ci n'a pas été poursuivie à ce jour, mais tout indique qu'elle devrait être convoquée par le juge (sans doute après les élections régionales). Plusieurs hauts fonctionnaires ont été mis en examen. « *Je suis effaré par l'ampleur des sommes payées par la région qui ont été détournées de leur objet* », a dit au juge l'ex-directeur des services.

Windows®. La vie sans limites.  
HP recommande Windows 7.



## HP ProBook 4515s, AUSSI PRO QUE PERSO !

**Ordinateur portable**  
**HP ProBook 4515s** avec  
Windows® 7 Professionnel Authentique.

Avec son processeur Double-Coeur  
AMD Turion™ II X2 M500  
et sa carte graphique  
ATI Mobility Radeon™ HD 4330  
pour une expérience graphique unique.  
Ordinateur à partir de : 499€ HT<sup>3</sup>

[hp.com/fr/amd](http://hp.com/fr/amd)

THE  
COMPUTER  
IS  
PERSONAL  
AGAIN



119,60€ TTC. <sup>3</sup>Voir conditions de l'offre sur [www.hp.com/fr/amd](http://www.hp.com/fr/amd). 196,80€ TTC. <sup>4</sup>Le PC redevient un ordinateur personnel. © 2009 Hewlett-Packard Development Company, L.P. © 2009 Advanced Micro Devices, Inc. Tous droits réservés. AMD, le logo avec la bêche AMD, les marques telles que AMD Opteron, AMDLIVE!, AMD PowerNow!, AMD Cool n' Quiet et leurs combinaisons, ATI, le logo ATI (les marques telles que ATI FireGL, ATI Radeon, ATI Crossfire, ATI Avivo etc.) et leurs combinaisons sont des marques déposées d'Advanced Micro Devices. Les autres noms cités sont donnés dans un but strictement informatif et sont la propriété de leurs titulaires respectifs. Tous droits réservés. Microsoft et Windows sont des marques déposées aux Etats-Unis de Microsoft Corporation. Windows Vista est une marque déposée ou une marque de Microsoft Corporation aux Etats-Unis et/ou dans d'autres pays. Certaines fonctionnalités du produit Windows Vista exigent des équipements avancés ou supplémentaires. Reportez-vous aux pages [www.microsoft.com/windowsvista/getready/hardwarereq.aspx](http://www.microsoft.com/windowsvista/getready/hardwarereq.aspx) et [www.microsoft.com/windowsvista/getready/capable.aspx](http://www.microsoft.com/windowsvista/getready/capable.aspx) pour plus de détails. L'outil Windows Vista Upgrade Advisor peut vous aider à définir les fonctionnalités de Windows Vista qui seront exécutées sur votre ordinateur. Pour télécharger cet outil, accédez au site [www.windowsvista.com/upgradeadvisor](http://www.windowsvista.com/upgradeadvisor).

■■■ téléphonique semble s'être fait invisible. « Il attend sa convocation par les gendarmes », souffle un de ses proches. Il a renoncé à son projet de figurer sur la liste du PS aux régionales du mois de mars et ne répond plus aux appels sur son portable (sollicité à plusieurs reprises par *Le Point*, il n'a donné aucune suite à nos demandes d'entretien).

Peu avant les perquisitions, il avait réservé ses (maigres) déclarations à une publication confidentielle au nom évocateur: *Bakchich Hebdo*. Il s'y flattait de son influence au point de prétendre pouvoir « faire un élu » d'un colleur d'affiches, mais se décrivait comme « un petit qui se bat contre les gros ». D'évidence un autoportrait d'une modestie excessive.

A eux deux, les Guérini contrôlent sans partage le PS local comme jadis leurs homonymes gangsters (sans lien de parenté avec eux, mais originaires du même village corse de Calenzana) gouvernaient le milieu marseillais. Défait aux municipales de 2008 par le député (UMP) Renaud Muselier dans le 3<sup>e</sup> secteur de la ville, le président du conseil général a dû renoncer – pour cette fois – à ravir la mairie à Jean-Claude Gaudin. Mais il a pris sa revanche en réussissant un coup de force: minoritaire en voix, la gauche s'est emparée de la présidence de la communauté urbaine, qui détient aujourd'hui le vrai pouvoir sur les grands investissements locaux, des transports à la propreté et au traitement des eaux et des déchets.

**Revirement.** Il y a installé un homme à lui: Eugène Caselli, ancien guichetier de la Caisse d'épargne au tempérament affable, à qui il a adjoint d'office plusieurs collaborateurs de confiance – dont le directeur de cabinet Franck Dumontel, mis en examen par ailleurs dans l'affaire des subventions détournées au conseil régional (*lire l'encadré « L'autre scandale »*). Et, pour rompre avec les années Gaudin, une réorganisation des services techniques a aussitôt suivi, supervisée par Alexandre Guérini en personne.

### L'incident Muselier



**Communauté urbaine** de Marseille, le 9 novembre: le député (UMP) Renaud Muselier crée l'incident. Invoquant les soupçons de marchés truqués, il remet au président Caselli (PS) un exemplaire de « Gomorra »! Ulcéré, l'élu socialiste jette le livre par terre...

Conséquence: plusieurs dirigeants phocéens de Force ouvrière, syndicat ultramajoritaire parmi les employés municipaux et les éboueurs, ont été nommés à des postes clés – au passage, le conseil général a racheté la villa de l'un d'entre eux. Dans le même temps, Jean-Noël Guérini opérait un revirement spectaculaire sur les dossiers de la propreté, au cœur des affrontements de la dernière campagne municipale.

Le leader du PS est ainsi revenu sur son serment d'abolir la règle ancestrale du « fini-parti », qui permet aux agents de cesser le travail à la fin de leur tournée et non en vertu d'un horaire. Plus stupéfiant encore: il a levé son opposition au projet d'incinérateur de Fos-sur-Mer, lancé par Gaudin pour éliminer les tonnes de déchets de l'agglomération marseillaise et dont le chantier est presque achevé; il avait pourtant promis haut et fort de l'arrêter au nom du principe de précaution.

Héruit de la contestation contre l'incinérateur, le conseiller général Antoine Rouzaud, autre pilier du système Guérini, a même été fait vice-président de la communauté urbaine et délégué à la propreté, l'assainissement et les déchets. Les élus socialistes opposés à l'incinérateur ont parlé de « trahison ». On les a fait rentrer dans le rang. Et l'audit commandé par la collectivité sur ce dossier délicat a été confié à un cabinet d'avocats travaillant pour le conseil général...

Au début du mois, c'est le même Rouzaud qui a involontairement mis le feu aux poudres. En déplorant publiquement que les élus de la commission d'appel d'offres aient refusé d'accorder l'un des juteux marchés des poubelles du centre-ville à la société Bronzo (filiale de Veolia), pourtant désignée par le rapport des services techniques, il a donné le signal du soupçon. Comment les fonctionnaires auraient-ils pu préférer une offre supérieure de 4 millions d'euros à celle du principal concurrent (le groupe danois ISS), qui s'engageait à mobiliser 50 agents de plus? « Le rapport des services,

c'est le point névralgique sur lequel je n'ai aucune prise, admet François-Noël Bernardi, président (socialiste) de la commission d'appel d'offres. Je me porte garant des travaux de ma commission, mais uniquement de cela... »

**« Gomorra ».** Résultat: les employés de Bronzo ont bloqué le ramassage des ordures durant six jours et Eugène Caselli, après avoir prétendu saisir la justice, a déclaré l'appel d'offres « sans suite » au nom de « l'intérêt général » – autrement dit le marché a été annulé. Dans l'intervalle se répandait un récit troublant: au cours d'une réunion du PS départemental à Berre-l'Étang, Caselli et Guérini se seraient violemment disputés au sujet de ce dossier. « Je n'irai pas en prison pour vous! » aurait lancé le premier devant plusieurs élus médusés. Rapportés par *Le Canard enchaîné*, ces propos ont été démentis par Guérini. Mais Caselli, lui, n'en a rien fait. Plusieurs témoins assurent au *Point* l'avoir entendu ajouter ce jour-là: « Je ne veux pas que ma mère voie ma photo dans le journal à la page des faits divers... »

Le 9 novembre, en pleine séance du conseil de la communauté urbaine, dans l'hémicycle du palais du Pharo qui surplombe le Vieux-Port, Renaud Muselier, le leader de l'opposition, est allé encore plus loin. « Nous sommes à Marseille, pas à Naples! » s'est-il exclamé avant de déposer, théâtral, sur le bureau d'Eugène Caselli un exemplaire de « Gomorra », le livre de Roberto Saviano qui décrit la corruption des marchés napolitains – et notamment ceux du traitement des déchets – par la Camorra. Ulcéré, Caselli a jeté le livre par terre. La scène a rapidement fait le tour de Marseille.

Depuis, les langues ont commencé à se délier. Dans la ville intriguée, les premiers soubresauts de l'enquête accélèrent la propagation des rumeurs comme une poussée de mistral. Personne ne jurerait que ce vent-là suffira à chasser tous les nuages. Ni que l'affaire ne s'achèvera pas par une tempête ■